

Pierre Robert

ISBN : 978-2-7440-7305-2

Chapitre 3 : Croissance et développement du capitalisme au xx^e siècle

Plan détaillé n° 2 :

Vous rendrez compte de la manière dont interagissent les difficultés consécutives à la crise de 1929 et l'état de la pensée économique (dans ses dimensions théoriques et pratiques)

Répondre aux attentes des examinateurs

Le décryptage de l'énoncé

Le verbe interagir indique clairement que l'on vous demande d'analyser les liens entre des difficultés, qui sont de l'ordre des faits, et l'état de la pensée économique, qui est de l'ordre des idées.

Les difficultés consécutives à la crise de 1929 sont à l'évidence celles qui ont marqué les années 1930.

L'état de la pensée économique désigne aussi bien les idées qui dominaient lorsque la crise a éclaté que celles qui se sont forgées au contact des déséquilibres de l'entre-deux-guerres. Il est demandé de les prendre en compte, non seulement dans leur dimension spéculative (évolution des théories), mais encore dans leurs applications pratiques (adaptation des politiques).

Les erreurs à ne pas commettre

Sur la forme, ne négligez ni le style ni l'orthographe. Évitez absolument les fautes du type « hostérité », « banquaire », « chute », etc. qui dans certaines copies sont monnaie courante. Méfiez-vous aussi des énormités, telles que l'amplificateur de Keynes (au lieu du multiplicateur). Prenez le temps de vous relire à la fin de l'épreuve.

Sur le fond, les trois fautes les plus graves seraient :

- de se limiter à l'exposé des faits sans se référer aux théories qui les ont interprétés ;
- de n'envisager que les points de vue théoriques sans se référer aux faits ;
- de traiter séparément les deux aspects du sujet.

Autre écueil à éviter : ce n'est pas parce que tel ou tel économiste, aussi important soit-il, a écrit, montré ou dit qu'il convenait de faire ceci ou cela qu'on l'a fait, même si cela paraît relever de l'évidence cinquante ans après. Entre la détection des problèmes et l'application de solutions pertinentes, il y a un processus compliqué de recherche, de tâtonnements et d'expérimentation. De ce processus politique peut sortir aussi bien une amélioration qu'une aggravation de la situation. Le domaine de la théorie et celui de la pratique relèvent de deux logiques différentes.

La démarche à suivre

On attend de vous une argumentation rigoureuse, c'est-à-dire précise et s'appuyant sur des données solides. Elle doit enchaîner les points abordés de manière cohérente et progressive. Elle doit faire preuve de clarté dans la déduction, la discussion et l'analyse. Cela requiert de fournir un effort pour choisir les mots appropriés et rédiger des phrases bien construites.

Pour définir une problématique pertinente, pensez à reformuler l'énoncé de manière plus développée, ce qui peut se faire de la manière suivante :

- dans quelle mesure les difficultés nées de la crise de 1929 (à savoir la déflation, le chômage, le marasme de la production, la chute de l'investissement, la rupture des échanges, etc.)
- et les échecs des politiques orthodoxes d'abord menées
- expliquent-ils les mutations de la pensée économique (Keynes)
- et le renouveau partiel des politiques économiques (qui deviennent de reflation) ?

Cette reformulation fait clairement apparaître une séquence en quatre temps susceptible de guider le travail d'investigation et de sélection des arguments.

Les connaissances et les auteurs à mobiliser

Pour traiter ce sujet, il faut avoir bien assimilé la partie du cours relative à l'histoire économique de l'entre-deux-guerres.

Il faut également s'appuyer sur les contributions les plus importantes à l'analyse des difficultés de cette période :

- celles des libéraux (et non « libéralistes », adjectif qui n'existe pas) en ont attribué la responsabilité au blocage des mécanismes concurrentiels. Parmi ceux qui étaient contemporains de la crise on peut citer en particulier Robbins, Rueff, ou Pigou (que Keynes appelaient les « Klâssiques ») ;
- celle de Keynes a souligné le rôle de la demande anticipée par les entrepreneurs et la responsabilité de l'État en matière d'investissement ;
- celle de Varga (1935), dans une perspective marxiste, a mis l'accent sur les problèmes liés aux inégalités de la répartition. L'école de la régulation soulignera à nouveau plus tard cet aspect des choses ;
- celle de Friedman et Schwartz (1963) a mis en évidence l'impact des erreurs de politique monétaire commises par la FED à la fin des années 1920 et au début des années 1930 ;
- celle de Polanyi a montré que les mécanismes de marché ne peuvent sans dommage réguler à eux seuls le fonctionnement de l'économie. Le besoin de protection conduit l'État à intervenir, mais cela ne se fait pas sans parfois de terribles excès (ceux du totalitarisme où l'économie subordonnée à l'idéologie devient une affaire d'État) ni sans tâtonnements (ceux des États-Unis à l'époque du *New Deal*).

Sur la crise de 1929, il est conseillé de conforter ses connaissances par la lecture des deux ouvrages suivants :

- Bernard Gazier, *La Crise de 1929*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1983.
- John Kenneth Galbraith, *La Crise économique de 1929*, Paris, Payot, coll. Petite Bibliothèque Payot, 1961.

Pour compléter votre travail sur cette question, vous devriez vous exercer à traiter un sujet plus large mais de la même famille, posé en 1998 aux épreuves écrites du concours de l'ESSEC : Toute crise économique n'apparaît-elle pas aussi comme une crise de l'analyse économique ?

Rechercher et mettre en ordre les arguments

Premier volet de l'enquête : Quelle est l'ampleur des difficultés suscitées par la crise de 1929 ?

L'économie traverse une phase exceptionnellement longue de contraction qui dure trois ans et demi.

Cela se traduit par :

- une chute du PIB ;
- une chute des prix (déflation) ;
- une chute de l'investissement (l'investissement net devient négatif) ;
- une chute des exportations (les flux commerciaux internationaux sont divisés par trois en valeur entre le début de 1929 et la fin de 1933) ;
- une chute du pouvoir d'achat global ;
- une chute de la demande ;
- la montée du chômage de masse.

Toutes ces évolutions interfèrent pour donner naissance à une série de cercles vicieux très difficiles à rompre.

Deuxième volet de l'enquête : Quelles sont les politiques d'abord adoptées et quels ont été leurs résultats ?

Première constatation : ces politiques sont contradictoires

En effet, elles s'inspirent des dogmes libéraux tout en faisant jouer des réflexes protectionnistes :

- Parmi les dogmes libéraux, la loi des débouchés assure que des crises générales de surproduction sont impossibles. Juglar a montré qu'aux phases de récession succèdent inévitablement des phases de prospérité et que la crise n'est qu'une purge rendue nécessaire par les excès de la période d'expansion (« La seule cause de la dépression, c'est la prospérité »). Face aux difficultés, l'État doit rester neutre et ne rien faire. Son devoir est de garantir la parité or de la monnaie, de conserver des règles strictes d'émission, d'assurer

l'équilibre du budget, de veiller au bon respect des règles de la libre concurrence. Aux États-Unis, pendant le mandat du président Hoover, l'activité économique n'est pas soutenue et la FED laisse la masse monétaire se contracter d'environ un tiers au début des années 1930, ce qui provoque la multiplication des faillites.

- Pour ce qui est du protectionnisme, sa montée est très rapide aux États-Unis. Elle traduit l'exacerbation de tendances isolationnistes déjà présentes dans ce pays. Les mesures de rétorsion adoptées par les pays européens expriment la résurgence d'idées mercantilistes. Même l'Angleterre en vient à abandonner le libre-échange.

Ces deux tendances se télescopent et ont des effets dévastateurs dans un monde devenu de fait très interdépendant.

Deuxième constatation : ces politiques sont paradoxales

Leur premier paradoxe est celui de politiques libérales imposant des mesures protectionnistes très poussées (allant jusqu'au contrôle des changes, aux accords de *clearing* et à la mise sous tutelle étatique du commerce extérieur) dans un environnement devenu interdépendant.

Un deuxième paradoxe est propre aux politiques de déflation menées en Allemagne par le chancelier Brüning et en France par le président Laval. L'État tente de revenir à des principes libéraux en imposant une baisse autoritaire des prix et des salaires, ce qui fausse les bases mêmes du libéralisme.

Les résultats de ces politiques sont très mauvais. Face à leur échec s'ouvre une période d'expérimentation dans un contexte non coopératif.

Troisième volet de l'enquête : Que deviennent les politiques économiques face à l'approfondissement de la crise ?

La gravité des problèmes conduit à expérimenter de nouvelles mesures d'inspiration dirigiste dans un contexte où l'interventionnisme étatique cherche ses marques.

Il s'exprime sous la pression des circonstances, ainsi que l'illustre le cas de la Grande-Bretagne. Ce pays subit en 1931 une dévaluation non voulue et abandonne l'étalon-or comme le libre-échange. En s'écartant ainsi du credo libéral, son économie obtient de meilleures performances que dans les années 1920. Elle est en effet libérée du carcan que lui imposait la précédente politique de déflation décidée au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Il peut aussi s'exprimer en application d'un programme aux influences plurielles placé sous le signe du pragmatisme et peut-être même de l'improvisation. Ce point est à illustrer :

- par le *New Deal* américain dont les mesures sont parfois contradictoires (avec des dispositions dont certaines restreignent l'offre et d'autres stimulent la demande) ;
- par la politique française de reflation par le pouvoir d'achat menée par le Front populaire (avec une relance par la demande du fait des augmentations de salaires, se heurtant au blocage de l'offre du fait de l'application sans nuance de la semaine de quarante heures).

Il poursuit parfois des fins opposées à la défense de l'économie de marché et de la démocratie libérale, ainsi qu'en témoigne l'expérience des États totalitaires.

Ces solutions partielles, contradictoires et parfois dangereuses sont l'expression d'un processus de tâtonnements, d'essais et d'erreurs.

Quatrième volet de l'enquête : Quelles ont été les mutations de la pensée économique ?

En lien avec la crise, les fondements théoriques de l'analyse économique se sont renouvelés.

Avec Keynes, on a pris conscience du fait que l'économie fonctionne différemment des postulats traditionnellement admis :

- prix et salaires sont devenus rigides ;
- le plein-emploi n'est plus une donnée mais devient un objectif ;
- l'épargne est une fuite qui n'est plus automatiquement re-capturée dans le circuit économique ;
- la demande peut être insuffisante ;
- la monnaie est une variable clé qu'on peut utiliser pour agir sur la conjoncture ;
- le système économique n'a pas la propriété de s'autoréguler.

Avec Keynes sont forgés de nouveaux concepts traduisant une nouvelle approche en termes de demande effective et d'équilibre de sous-emploi.

Élaborer le plan et répondre à la question posée

Cette enquête en quatre volets conduit à adopter le plan suivant en deux parties et quatre sous-parties :

- I. Les difficultés caractéristiques de la crise de 1929 sont aggravées par l'application de politiques inappropriées
 - A. Les difficultés sont d'une ampleur exceptionnelle
 - B. Elles sont aggravées par l'application de politiques inadéquates
- II. La gravité des problèmes conduit à expérimenter de nouvelles mesures et à renouveler les fondements théoriques de l'analyse économique
 - A. L'interventionnisme étatique cherche ses marques
 - B. Les fondements théoriques de l'analyse économique sont renouvelés

Répondre à la question posée

Face aux graves dysfonctionnements de l'économie que révèle la crise de 1929, et sous la pression des circonstances, sont prises des mesures fort éloignées des préceptes libéraux du passé, alors que se forge une nouvelle approche théorique.

Mais ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale que théorie et pratique seront conciliées par la mise en œuvre de politiques économiques proprement keynésiennes au sein de chaque pays. Simultanément, les nations s'accorderont pour rejeter la tentation protectionniste. C'est toutefois bien dans les années 1930 qu'émerge le nouveau paradigme et que se noue une nouvelle articulation entre l'État et le marché.

Pour introduire le sujet, on peut partir ici d'une observation de Keynes dans la *Théorie générale (TG)* remarquant que d'une manière ou d'une autre, qu'ils en aient conscience ou non, les responsables des choix de politique économique sont toujours prisonniers de schémas de pensée venus d'économistes du passé. Il appliquait cette remarque à ses collègues en général et à lui-même en particulier (ainsi qu'en témoigne la citation ci-dessous).

On pourrait aussi se référer à Marshall qui avait également perçu le problème en soulignant que l'apparition de nouvelles théories économiques vient toujours de l'expérience malheureuse des générations passées.

Citation de Keynes

« Pendant un siècle ou plus l'économie politique a été dominée en Angleterre par une conception orthodoxe. [...] C'est dans cette orthodoxie en constante évolution que nous avons été élevés. Nous l'avons étudiée, enseignée, commentée dans nos écrits et sans doute les observateurs superficiels nous rangent-ils encore parmi ses adeptes. Les futurs historiens des doctrines considéreront que le présent ouvrage procède essentiellement de la même tradition. Mais nous-même, en écrivant ce livre et un autre ouvrage récent qui l'a préparé, nous avons senti que nous abandonnions cette orthodoxie, que nous réagissions fortement contre elle, que nous brisions des chaînes et conquérions une liberté. »

John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936, trad. fr. 1969, Paris, Payot, coll. Bibliothèque scientifique, p. 5.
